

Tournée européenne d'activistes guatémaltèques
15 novembre – 5 décembre 2009
« L'industrie extractive au Guatemala : le cas de Goldcorp Inc. »
Logique néolibérale d'exploitation des ressources naturelles
Droits et mécanismes de résistance des peuples indigènes

ARGUMENTAIRE

L'Etat et les politiques publiques au service d'intérêts privés, corporatifs et transnationaux.

Les processus d'ajustement structurel qui ont eu lieu au Guatemala dans les années 80 ont impulsé, au travers d'accords de libre-échange et de libéralisation financière, un modèle économique amoindrissant le rôle de l'Etat : abandon de ses fonctions sociales, privatisation des services stratégiques comme l'énergie électrique, les transports publics et les télécommunications, etc.

Les Accords de Paix signés en 1996 (après 36 ans de conflit armé interne) devaient permettre la régulation du marché financier, la consolidation du système démocratique et le respect des droits de l'Homme. Mais l'après-guerre a de fait été marqué par un alignement et une continuation des politiques néolibérales par les différents gouvernements au pouvoir, indépendamment de leurs orientations politiques.

En ce sens, l'Etat et l'appareil institutionnel ont été subordonnés à un processus d'accumulation capitaliste et à sa logique de profits pour les grands chefs d'entreprises nationales et transnationales.

Ce modèle s'articule autour de 3 axes :

- L'exploitation et l'extraction des ressources naturelles : mines, pétrole, eau, forêt et terres.
- Une reconversion dans le secteur de la production agricole à travers la multiplication de monocultures à grande échelle comme la palme africaine et la canne à sucre, pour la production d'huile industrielle et d'agro-combustibles comme l'éthanol et l'agro-diesel.
- La construction de grandes infrastructures de communication et de services (routes et voies de communication stratégiques, ports et aéroports), la production et la distribution d'énergie électrique à grande échelle à travers la construction de nombreux barrages et de centrales thermoélectriques.

Ce processus est marqué par l'utilisation massive de technologies de pointe et des télécommunications, et par le contrôle du système financier national.

Ce modèle - planifié pendant les décennies antérieures - est mis en place par des multinationales, et leurs alliés nationaux, qui s'approprient et spolient les territoires des communautés, essentiellement indigènes et paysannes, et invoquent, au nom de « la compétitivité et du développement », la nécessité d'une ouverture de l'économie nationale aux investissements étrangers.

Ce modèle s'inscrit dans une dynamique accrue de globalisation qui, sur le plan économique, généralise la dérégulation, la libéralisation économique et financière, le libre-échange, la transnationalisation des entreprises et la privatisation des services stratégiques et qui, sur le plan politique, entraîne une perte d'influence de l'Etat en tant que garant des politiques sociales et subordonne la démocratie aux intérêts privés.

Cette situation est caractéristique des pays dits « en développement », lesquels demeurent ainsi des pays producteurs de matière première au sein de la division internationale du travail particulièrement, comme c'est le cas du Guatemala, quand ces pays disposent d'importantes ressources naturelles.



La mine Marlin dans le département de San Marcos

Le projet minier Marlin de Goldcorp INC.

Le projet Marlin, exécuté par l'entreprise Montana Exploradora, filiale de la multinationale canadienne Goldcorp. Inc, a débuté en 1996. Les communautés affectées par l'exploitation minière n'ont pas été dûment informées et consultées par l'Etat avant l'octroi des licences de reconnaissance, d'exploration et d'exploitation, par conséquent le droit des communautés indigènes a été violé. L'Etat ne s'est pas acquitté de l'obligation d'obtenir un consentement préalable, libre et informé de ces communautés, obligation pourtant inscrite dans la Constitution guatémaltèque et dans la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Des communautaires ont dénoncé les impacts environnementaux et sociaux générés par l'activité minière à ciel ouvert. À l'altération et la destruction de l'environnement s'ajoutent le problème des maisons fissurées à cause des explosions souterraines continues et celui de l'eau. Selon les observations des habitants, la très importante consommation d'eau pour l'exploitation minière a causé l'assèchement d'au moins huit affluents de la zone, diminuant d'autant l'approvisionnement en eau,

ressource vitale pour les communautés.

Parallèlement, la division de la population locale s'est fortement accentuée, entre ceux qui travaillent ou qui tirent profit d'une manière ou d'une autre des activités de l'entreprise, et ceux qui rejettent l'exploitation et le modèle de développement qui la caractérisent. Le climat de tension sociale qui règne dans la municipalité se traduit par des menaces et des intimidations directes ou indirectes à l'encontre des opposants à la mine. En outre, après le blocage d'axes routiers par les habitants en réponse au refus de l'entreprise de négocier avec eux, Goldcorp Inc. a déposé des plaintes qui se sont traduites par le jugement de sept paysans et la condamnation de deux d'entre eux. Un fait similaire de criminalisation s'est déroulé en juillet 2008 lorsque la police a lancé des mandats d'arrêt contre huit femmes pour un délit d'usurpation aggravée.

Dans les cas cités, l'intention de l'entreprise est de déstabiliser et de fragiliser les communautés, d'utiliser l'appareil judiciaire pour intimider les habitants des communautés et affaiblir ainsi les mouvements de résistance. Les dénonciations des communautés n'ont pas été prises en compte par l'Etat et Goldcorp Inc. La compagnie minière a annoncé, de son côté, qu'elle souhaite poursuivre l'exploitation de la mine Marlin au-delà du nombre d'années prévues jusqu'ici, étendant ainsi ses activités à d'autres zones et régions de l'*altiplano* et du pays.



Les huit femmes ayant reçu un mandat d'arrêt

La Résistance sociale

En réponse à la vague de concessions minières et de projets hydroélectriques et à leurs effets négatifs sur les populations locales et les communautés, des mouvements de résistance et de lutte communautaire se sont développés. Les mécanismes



Consulta communautaire

de résistances se sont construits autour de l'utilisation et de la revendication de lois nationales et de la Convention 169 de l'OIT, ratifiée par le Guatemala en 1996 et, d'autre part, à travers la mobilisation sociale et politique autour de référendums communautaires (appelés *consultas*). Ces *consultas* revendiquent le droit à l'information et à la consultation préalable et appellent à la construction d'une citoyenneté d'un nouveau genre. Au total, 36 municipalités ont organisé des *consultas* communautaires et à ce jour, plus de 500 000 personnes y ont participé et ont rejeté ces projets parce qu'ils affectent leurs territoires.

Le manque de volonté des différents gouvernements pour répondre aux préoccupations des populations et pour reconnaître légalement les *consultas* a créé un fort antagonisme et une tension sociale peu souhaitables 10

ans après la signature d'accords de paix qui devaient mettre fin à la confrontation dans le pays. C'est aussi une violation des droits des Peuples à décider de leur futur et de leur développement au profit d'une logique capitaliste de développement.

OBJECTIFS DE LA TOURNEE

PAR RAPPORT À GOLDCORP. INC ET À L'ETAT DU GUATEMALA

- Dénoncer les violations des droits de l'Homme et collectifs perpétrés par l'entreprise Goldcorp Inc. contre les peuples indigènes de San Marcos et l'illégalité de sa présence sur ce territoire.
- Dénoncer la criminalisation du mouvement social de la part de l'Etat guatémaltèque, et plus particulièrement le cas de Crisanta Perez, leader indigène Maya Mam.
- Dénoncer la violation systématique de la Convention 169 de l'OIT par l'Etat du Guatemala.

PAR RAPPORT À POLITIQUE GLOBALE

- Réaliser des alliances et des débats avec la société civile européenne avec l'objectif de dénoncer le modèle d'accumulation néolibérale qui justifie l'exploitation massive des ressources naturelles et la violation du droit au territoire des peuples indigènes.

A PROPOS DE LA PRÉSENTATION DES INITIATIVES ADISMI ET EL OBSERVADOR

- Rechercher des espaces pour présenter les initiatives de ADISMI et de El Observador, afin d'établir des contacts et des réseaux de communication et de trouver des appuis économiques.

INTERVENANTS

MIGUEL FERNANDO SOLÍS

Coordinateur exécutif et éditeur de l'association *El Observador*. Analyste alternatif de la Politique et de l'Economie, économiste pour l'Université de San Carlos de Guatemala (USAC) et chercheur dans les domaines politiques, économiques et sociaux.

Thèmes d'interventions :

- Interprétation des axes de développement du modèle d'accumulation capitaliste au Guatemala, fondé sur l'exploitation des ressources naturelles et l'appropriation du territoire, et la rationalité des politiques publiques qui se mettent en place depuis l'Etat. Le projet politique et économique des élites au Guatemala: la description des acteurs et des intérêts.
- Les acteurs et les intérêts nationaux et transnationaux en relation avec les violations des droits des peuples indigènes au Guatemala.
- La construction de la démocratie guatémaltèque d'un point de vue de la gestion publique des ressources naturelles.



« *El Observador* est une initiative dont l'objectif central est la diffusion d'informations et d'analyses stratégiques pouvant servir d'outils aux communautés, aux organisations de base et aux organisations sociales en vue d'une réflexion critique permettant le développement d'une proposition et d'une mobilisation politique pour la défense du territoire.

Fondamentalement, ce sont ces entités qui font directement l'expérience des effets du modèle d'accumulation capitaliste qui s'étend au Guatemala, au moyen :

- de l'exploitation et de l'extraction de ressources naturelles telles que l'industrie minière, le pétrole, le bois, la forêt, l'eau...
- du développement des cultures de palme africaine pour la production d'agro-combustibles.
- d'investissements dans des méga-projets d'infrastructure, de gigantesques centrales hydroélectriques, de routes et de couloirs stratégiques destinés au transport de marchandises.

El Observador a réalisé une interprétation systématique de la logique rentière de ce modèle d'accumulation capitaliste à partir d'une description des acteurs et des intérêts concernés, c'est-à-dire, des familles et des groupes corporatifs des oligarchies nationales – traditionnelles et nouvelles - et des transnationales, des alliances qu'ils déploient et de leurs domaines d'action sur les pouvoirs de l'Etat guatémaltèque, des politiques publiques mises en place, des régions et des pays où ils opèrent, des formes qu'ils utilisent pour s'approprier les terres et les territoires des communautés indigènes, ainsi que des effets de ces pratiques de violations.

El Observador partage ce travail d'interprétation et l'information avec ces communautés, ces organisations de base et les collectivités sociales, au moyen de processus d'analyse et de médiation politique développés lors de journées de réflexion. Ces communautés et peuples indigènes s'organisent et rejettent ce modèle d'accumulation capitaliste ainsi que ses formes d'expression telles que l'exploitation des ressources naturelles et l'appropriation de leurs territoires. Devant cette situation, la réalisation d'une tournée internationale dans les pays européens qui déploient un accompagnement solidaire de nos pays, est une opportunité incomparable pour faire connaître ce modèle d'accumulation, les transnationales concernées, les familles oligarques, ainsi que pour dénoncer les violations des droits de l'Homme commises par les entreprises nationales et internationales. »

MIGUEL FERNANDO SOLÍS

JAVIER DE LEÓN

Activiste social Maya Mam pour les droits indigènes, coordinateur de l'Association pour le développement intégral de San Miguel Ixtahuacán (ADISMI).

Thèmes d'interventions :

- Les violations des droits de l'Homme et/ou collectifs des populations indigènes dans le cadre de l'exploitation de la mine d'or de Goldcorp Inc. dans la municipalité de San Miguel Ixtahuacán.
- Les impacts des industries d'extraction sur les peuples et les communautés indigènes.
- Le droit et la pratique de la *consulta* comme droit fondamental des peuples indigènes et mécanisme participatif de prise de décision.
- La construction de la démocratie guatémaltèque d'un point de vue indigène.



« L'association ADISMI est une entité communautaire qui travaille pour le développement intégral des communautés rurales du Nord-Ouest de San Marcos, située au coeur de la culture maya Mam.

Nous luttons pour la défense du territoire, des ressources, du patrimoine et des droits des peuples indigènes. Depuis trois ans, nous dénonçons les violations des droits de l'Homme, en particulier ceux des peuples indigènes qui ont été bafoués par l'Etat du Guatemala et par l'entreprise Montana, filiale de la transnationale canadienne Goldcorp, dans la municipalité de San Miguel Ixtahuacán, San Marcos tels que : les impacts négatifs de l'industrie minière sur les maisons, la disparition progressive des sources d'approvisionnement en eau dans les communautés, la fin de l'harmonie communautaire, la criminalisation de la légitime défense, la persécution pénale ainsi que la violation, par l'Etat du Guatemala, du droit à la consulta communautaire comme préalable à l'installation du projet minier.

ADISMI fait partie du mouvement social de San Miguel Ixtahuacán et est membre du Front de Défense Miguelense (FREDEMI) qui fait lui-même partie du Conseil des Peuples de l'Occident (CPO).

Ces mouvements de défense du peuple de San Miguel et du peuple maya en général revendiquent les droits des peuples indigènes selon les principes, les valeurs et l'histoire du peuple maya Mam.

Devant cette situation, une tournée en Europe représente un espace de dénonciation des violations des droits de l'Homme commis par les transnationales envers les communautés et l'ouverture d'un espace de communication et de solidarité de la communauté internationale avec les communautés affectées par l'industrie minière au Guatemala.

De plus, au moyen de cette tournée, nous autres, peuples indigènes pensons que nous pouvons générer des débats sur la problématique environnementale dans le monde en partageant notre savoir sur la protection et l'équilibre écologique ou naturel qui est aujourd'hui, dégradé et pollué. »

JAVIER DE LEÓN